Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

15 raisons de battre Sarkozy (version courte)

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : mardi 24 avril 2007

Démocratie & Socialisme

Pour lire la version complète 15 raisons de battre Sarkozy

1- Sarkozy c'est la continuité de Chirac, Raffarin, de Villepin, mais en pire

On comprend que Sarkozy évite comme la peste d'à assumer le bilan des gouvernements les plus réactionnaires qu'ait connu notre pays depuis Pétain : les gouvernements Raffarin et de Villepin.

Mais comment pourrait-il faire autrement ? Pendant les cinq dernières années, il n'était ni sur Mars ni dans l'opposition. Il a été le numéro deux de tous ces gouvernements, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur mais aussi ministre des Finances (du mars 2004 à mai 2005). Il est aussi le président de l'UMP, majoritaire à lui tout seul à l'Assemblée Nationale sans lequel aucune des lois de droite n'aurait pu être votée entre 2002 et 2007.

Non seulement Sarkozy ne veut pas la « rupture » avec ce que fait la Droite depuis cinq ans mais il veut, au contraire, aller encore plus loin dans les attaques contre le salariat.

2- Il veut que les salariés travaillent plus pour gagner moins

La Droite a considérablement freiné l'augmentation du Smic pour 80 % des salariés payés au salaire minimum. Elle a bloqué l'augmentation des salaires dans la fonction publique. Elle a laissé les loyers et les charges locatives augmenter de 30 % en cinq ans. Et contrairement à toutes ses affirmations, elle a obligé les salariés à travailler plus pour gagner moins.

Pour y parvenir, la Droite a voulu obliger les salariés à travailler le lundi de Pentecôte et leur a, de toute façon, volé un jour férié. Pour y parvenir, elle a retiré les astreintes et de nombreux temps de déplacement du temps de travail effectif. Pour y parvenir, elle a fait passer le contingent légal d'heures supplémentaires de 130 à 200 heures.

Et Sarkozy veut aller encore plus loin. Il veut exonérer les heures supplémentaires de cotisations sociales et même d'impôt sur le revenu. La conséquence serait d'affaiblir encore la protection sociale et de rendre les heures supplémentaires moins chères que l'embauche. Le chômage des uns serait alors la contre partie du sur travail des autres !

3- La note serait salée pour les salariés

Sarkozy propose d'instaurer une « TVA sociale ». Une hausse de 5 points de la TVA pour un ménage gagnant, 2 000 euros par mois et dépensant la presque totalité de son salaire mensuel, cela représenterait une hausse du coût de la vie de 100 euros chaque mois.

La privatisation d'EDF-GDF, souhaitée par Sarkozy, aurait, elle aussi, de graves répercussions sur le pouvoir d'achat des salariés. Dans tous les pays où le gaz et l'électricité ont été privatisés, les tarifs ont été multipliés par 2, 3

Copyright © Démocratie & Socialisme

ou 4. Ce qui est logique puisque les actionnaires privés n'ont qu'une idée en tête : leurs dividendes.

Avec Sarkozy, la santé coûterait de plus en plus cher aux salariés. Sarkozy et l'UMP proposent d'instaurer une franchise annuelle. Cela signifie que chaque année, les 50 ou 100 premiers euros que chacun dépensera pour se soigner. Ne seront pas remboursés.

L'augmentation du tarif des médecins (23 euros), la diminution des soins remboursés feront explosé les tarifs des assurances complémentaires qui doubleraient en quelques années.

4- Il interdirait l'exercice du droit de grève

C'est la séance de clôture de l'université du MEDEF, le 31 août 2006, que Nicolas Sarkozy avait choisi pour déclarer la guerre au droit de grève. Comment s'étonner que Sarkozy ait été reçu par une « standing ovation » des patrons rassemblés à cette université d'été ?

Ce n'est pas un hasard si ses propositions ont pour modèle les mesures prises par Margaret Thatcher à la fin des années 1980. Depuis que ces mesures ont été mises en oeuvre, les grèves ont quasiment disparues au Royaume Uni.

Sarkozy sait pertinemment qu'il ne pourra imposer son programme (celui du MEDEF) au salariat qu'en l'empêchant de se défendre. La volonté du candidat de l'UMP d'interdire l'exercice du droit de grève est donc aussi un aveu : celui du caractère extrêmement violent de l'offensive qu'il prépare contre le salariat. Aucun salarié conscient de ses intérêts ne devrait lui apporter sa voix.

5- Il réécrirait le « Code du travail »

Le 7 mars dernier, le Conseil des ministres a osé promulguer un nouveau « Code du travail ».

Ce nouveau code est un recul sur 120 ans d'histoire sociale. Il contient potentiellement toutes les régressions annoncées par Sarkozy : 3851 articles modifiés, un redécoupage en 8 livres, 38 chapitre, un reclassement de lois en décrets, de décrets en arrêtés, la destruction de dizaine d'années de jurisprudence, la remis en cause du droit de grève, de l'inspection du travail, de la durée du travail, des contrats...

La seule « précaution » qu'ils ont prise c'est faire en sorte que ce nouveau code du travail ne soit pas « appliqué » avant septembre prochain... si Sarkozy gagne.

6- Il accroîtrait le chômage de masse

En 5 ans, entre septembre 1997 et avril 2002, la gauche avait réussi à faire reculer le chômage de masse. Grâce aux 35 heures et aux emplois-jeunes, grâce aussi à d'importantes augmentations du Smic, un million de chômeurs avaient retrouvé un emploi.

Copyright © Démocratie & Socialisme

Au contraire, la droite n'a pas fait reculé le chômage. Le taux de chômage était de 8,9 % en mars 2002, il s'élève aujourd'hui, à 8,8 % ! Pourtant, la démographie est venue au secours de l'emploi. Les enfants du baby-boom arrivent à l'âge de la retraite et de nouvelles générations, moins nombreuses arrivent sur le marché de l'emploi. Alors qu'il fallait créer prés de 250 000 emplois pour faire reculer le chômage en 2001, il suffisait d'en créer 50 000 en 2006 !

Mas la Droite a supprimé les emplois-jeunes. Elle a refusé de remplacer une partie des fonctionnaires qui partaient en retraite. Elle a contourné les 35 heures par tous les moyens. Elle a considérablement freiné l'augmentation du Smic. Elle a étouffé la croissance.

Et Sarkozy veut aller encore plus loin dans cette voie. Il affirme qu'il ne revalorisera pas la Smic ! Il veut rendre, pour les employeurs, les heures supplémentaires moins chères que l'embauche ce qui ne pourra que freiner l'embauche. Il ne veut remplacer qu'un fonctionnaire sur deux qui partiraient à la retraite. Il veut que la retraite puisse se cumuler avec le salaire et reconnaît, du même coup, qu'avec la loi Fillon, les retraites ne permettront plus de vivre. Mais en permettant ce cumul, c'est des centaines de milliers de jeunes auxquels il barrerait l'accès à l'emploi.

7- Il généraliserait la précarité

Le 21 janvier 2007, Sarkozy déclarait lors d'une rencontre avec des patrons de PME qu'il entendait s'inspirer du contrat nouvelle embauche, le « CNE » pour créer « un contrat de travail unique. « Le CNE c'est un progrès, il ne faut pas y toucher » précisait-il, encore.

La droite affirme que 700 000 emplois ont été créés grâce au CNE. C'est faux, ces 700 000 soi-disant créations d'emplois ne sont qu'un « effet d'aubaine » : les salariés embauchés en CNE auraient de toute façon été embauchés sous une autre forme : CDI ou CDD.

Ce que propose Sarkozy c'est purement et simplement la mort du droit du licenciement. Pas seulement pendant une période de deux ans comme le CNE et le CPE mais tout au long de la vie professionnelle, un employeur pourra vous licencier sans motif.

Etre licenciable sans motif, c'est ne plus pouvoir défendre ses droits, c'est ne plus pouvoir se syndiquer ouvertement, c'est ne plus pouvoir revendiquer le paiement de ses heures supplémentaires, c'est ne plus pouvoir « broncher » sous peine de perdre son emploi. Etre licenciable sans motif, c'est un retour en arrière de 120 ans, dans le droit, la dignité élémentaire des salariés, c'est le retour à Germinal, à Zola.

8- Il imposerait des retraites toujours plus basses, toujours plus tardives

La loi Fillon contre les retraites a nivelé les retraites par répartition vers le bas en alignant les salariés de la fonction publique sur les 40 ans de cotisations que la réforme Balladur avait déjà imposée en 1993 aux salariés du privé.

Le patronat continue à licencier à tour de bras les salariés de plus de 50 ans qui n'auront donc pas assez de trimestres pour une retraite à taux plein. L'allongement de la durée de cotisation signifie en réalité une diminution considérable du niveau des retraites dans le secteur privé. Sans doute aussi dans le secteur public.

Copyright © Démocratie & Socialisme

Sarkozy ne remet pas en cause la loi Fillon. Au contraire, il veut l'étendre aux régimes spéciaux de retraites. Il veut surtout mettre en oeuvre l'article 5 de la loi Fillon qui permet d'imposer par simple décret un allongement supérieur à un trimestre par an de la durée de cotisation. Les 45 annuités prônées par le MEDEF se rapprocheraient à grands pas.

9- Il encouragerait l'assaut des assurances complémentaires contre la Sécu

Lors de son voyage aux Etats-Unis en 2004, M. Sarkozy déclarait, au cours d'un banquet : « Ici aux USA on a la culture de la réussite, en France quand on subit un échec on perçoit une allocation ». Les Etats-Unis comptent 45 millions de personnes sans aucune couverture sociale et c'est ce modèle là que Sarkozy encensait au moment où Douste-Blazy préparait sa loi, véritable machine infernale contre l'assurance-maladie obligatoire.

Les causes réelles du déficit n'ont pas été prises en compte par cette loi : le coût des médicaments, les accidents du travail et les maladies professionnelles mises à la charge du régime général de l'assurance-maladie, l'augmentation des tarifs des médecins libéraux, la stagnation des cotisations sociales patronales depuis 20 ans.

L'hôpital public a été la cible de toutes les attaques : le Plan hôpital 2007 programme la mainmise des cliniques privées sur le secteur hospitalier et la mise à l'écart de dizaines de milliers de malades « non rentables ». Le forfait hospitalier est passé à 16 euros par jour. Un forfait de 18 euros a été imposé sur les actes de plus de 90 euros. Les tarifs des médecins ont considérablement augmenté.

Aujourd'hui, alors que Douste-Blazy assurait que sa loi assurerait l'équilibre de l'assurance-maladie en 2007, le déficit de l'assurance-maladie s'élève à 5,9 milliards d'euros. L'actuel ministre de la Santé, Xavier Bertrand s'en félicite. Mais dès que les élections seront passées, si par malheur Sarkozy et la Droite l'emportaient, ces 5,9 millions d'euros de déficit redeviendrait rapidement un « déficit abyssal ». Le nombre des soins remboursés diminuerait encore, les franchises, les forfaits se multiplieraient. Confrontées à la concurrence des sociétés d'assurance les mutuelles ne pourraient pas faire autrement que relever leurs tarifs et finiraient par sélectionner leurs adhérents en fonction de leur état de santé.

Pour une grande partie des assurés sociaux, le dilemme serait terrible : soit ils ne pourraient plus se soigner, soit ils devraient accepter la hausse inéluctable des tarifs de leur assurance complémentaire et rogner d'autant leurs autres dépenses.

10- Délocaliser sur place en multipliant les « sans papiers »

Sarkozy a considérablement aggravé les conditions de vie des immigrés. La durée de présence sur le territoire français (10 ans auparavant) donnant droit au séjour régulier est supprimée. Le regroupement familial est soumis à des conditions de salaire et de logement. La « validité » du mariage est contrôlée « au regard de leur intensité, de leur ancienneté... ». Les expulsions, les rétentions administratives ont été systématisées. Aux rafles (arrestations massives), s'ajoutent les arrestations à domicile, en préfecture (au moyen de convocations pièges), aux abords des Restos du coeur et jusque devant les écoles. Pour atteindre les 25 000 expulsions annuelles décidées par Sarkozy.

Sarkozy veut aller encore plus loin dans la répression et la stigmatisation des immigrés. Il annonce qu'il ferait voter

Copyright © Démocratie & Socialisme

dès juillet 2007 une loi qui durcirait les conditions du regroupement familial, en obligeant, notamment, les étrangers à connaître la langue française avant leur entrée sur le territoire.

La politique de Sarkozy vise, en réalité, deux objectifs.

Attirer les électeurs de Le Pen : en faisant mine de protéger une identité nationale qu'il est incapable de définir.

Et surtout, consolider un marché du travail parallèle qui pèse sur l'ensemble du marché du travail. Dans de nombreux secteurs (BTP, ce qui reste de la confection, agriculture, restauration, hôtellerie, services à la personne...) ces travailleurs sans papiers pèsent sur les conditions de salaire et de travail de l'ensemble des salariés de ces secteurs, pour le plus grand profit des employeurs. C'est la délocalisation sur place.

11- Il veut instaurer des impôts encore plus injustes

Sarkozy est contre l'impôt. C'est, en tous les cas, l'image qu'il veut donner. Quand on y regarde d'un peu plus près, il n'est pas difficile de constater qu'il n'est pas contre l'impôt en général, mais contre certains impôts.

Il n'a rien contre la TVA, la TIP, la taxe d'habitation Il n'a rien contre la TVA. Au contraire, il propose d'étudier « sans a priori idéologique » le principe d'une TVA sociale qui se substituerait aux cotisations sociales patronales. La TVA est pourtant l'impôt le plus injuste qui soit puisqu'il frappe d'un même taux d'imposition tout consommateur, qu'il soit pauvre ou riche.

Il n'a rien contre la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIP). La gauche l'avait rendue « flottante » pour qu'elle diminue lorsque les prix du pétrole augmentent. Le gouvernement Raffarin, auquel participait activement Nicolas Sarkozy a supprimé cette possibilité. Il n'a rien contre la taxe d'habitation dont la base est archaïque et qui ne tient aucun compte des revenus des contribuables.

Par contre, Sarkozy est un adversaire résolu de l'Impôt sur le Revenu, de l'Impôt de solidarité sur la fortune ou de l'Impôt sur les Sociétés, les impôts que les riches redoutent le plus.

12- Il veut en finir avec les services publics, déconsidérer et affaiblir la fonction publique

En 2004, le ministre des Finances d'alors, Nicolas Sarkozy, l'avait juré à la tribune de l'Assemblée Nationale : jamais la part de l'Etat ne descendrait en dessous de 70 % du capital d'EDF ou de GDF ! Il n'aura pas fallu deux ans pour apprécier à sa juste valeur la parole de Sarkozy. La majorité de droite dont il dirige le principal parti, l'UMP, a voté une nouvelle loi permettant la fusion du groupe privé Suez et de GDF. Cette fusion, si elle arrivait à son terme, signifierait la privatisation de GDF puisque l'Etat ne détiendrait plus que 34,6 % du capital de la société fusionnée.

Sarkozy veut aller encore plus loin et propose de diminuer encore la part de l'Etat dans le capital d'EDF comme de GDF.

Sarkozy utilise une bonne partie de ses interventions publiques à stigmatiser les fonctionnaires. Il trouve ces

Copyright © Démocratie & Socialisme

fonctionnaires tellement peu utiles qu'il annonce qu'il ne remplacera qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Il ne précise bien sûr pas quels seront les postes de fonctionnaires qu'il supprimera : les pompiers, les infirmières, les policiers, les magistrats, les enseignants ? Il serait pourtant urgent qu'il le fasse car le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux lors de son départ en retraite correspond à la suppression de 150 000 emplois sur 5 ans dont , au moins, 80 à 90 000 enseignants !

13- Il veut que l'Etat pénal remplace l'Etat social

En 2002, aidée par une campagne inouïe des principaux médias, la Droite s'était faite élire sur le thème de la « sécurité ». Cinq ans après, son bilan est consternant et Sarkozy, Ministre de l'intérieur pendant plus de quatre ans est le premier responsable de cet échec sur toute la ligne.

Quel est ce pays où l'on arrête un grand-père qui vient chercher ses enfants à l'école en mettant la directrice en garde à vue parce qu'elle protége les dits enfants ?

C'est un pays où la fracture sociale est brutale, énorme. C'est un pays archi riche des 100 milliards de bénéfices gagnés par les entreprises cotées au Cac 40 et de 7 millions de travailleurs pauvres ! C'est un pays où l'insécurité sociale, le chômage de masse font le lit de l' « insécurité ».

Et Sarkozy annonce qu'il va aller encore plus loin dans le même sens : renforcer le cercle vicieux de la violence en répondant à toute violence par encore plus de violence. En un mot, remplacer l'Etat social par l'Etat pénal.

14- Il veut une République présidentielle, corporatiste et communautariste

Sarkozy veut renforcer le rôle du président de la République auquel seraient rattachés « les outils nécessaire à la réforme de l'Etat ». L'article 49-3 serait maintenu ainsi que le vote bloqué. Le cumul des mandats continuerait.

Le rapport Machelon, commandité par Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur propose de modifier l'article 2 de loi de 1905 « La République ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte » et de réinstaller le religieux dans l'espace public. Ce dont Sarkozy ne s'est pas privé lui-même, en insistant sur sa foi chrétienne.

La République de Sarkozy serait corporatiste : le Parlement serait dessaisi du pouvoir de voter seul les lois sociales. Aucune loi sociale, en effet, ne pourrait plus être votée si elle n'avait pas fait l'objet d'un accord préalable entre le patronat et les syndicats de salariés. Cela reviendrait à donner un droit de veto au MEDEF sur toutes les lois sociales. Avec un tel veto donné au patronat, jamais les 40 heures, les congés payés, les 35 heures, la Sécurité sociale n'auraient pu voir le jour.

La République de Sarkozy serait communautariste : après avoir installé un Conseil Français du Culte Musulman, il veut généraliser la « discrimination positive » qui l'avait amené à nommer un Préfet parce qu'il était « musulman ».

15- Il veut une Union européenne toujours plus

Copyright © Démocratie & Socialisme

libérale

Nicolas Sarkozy a décidé de ne tenir aucun compte du vote du 29 mai 2005 et du rejet massif de l'Europe libérale par les électeurs de notre pays.

Que le « non » l'est emporté à une large majorité ne lui fait ni chaud ni froid. Il a d'ailleurs décidé de considérer ce vote comme nul et non advenu. Il a dores et déjà annoncé qu'il se refusait à organiser un nouveau référendum sur le traité européen. Il a décidé de se passer du peuple dont la fiabilité est de moins en moins sûre : il fera entériner, s'il l'emporte le 6 mai prochain, un nouveau traité européen par le Parlement.

Jean-Jacques Chavigné - Gérard Filoche

version complète